

Les tendances de la démocratie polonaise se résument dans un Etat indépendant, comprenant toutes les terres polonaises avec ses propres côtes maritimes. Afin d'atteindre ce but, il faut restituer à la Pologne: les provinces annexées par la Prusse, /la Haute Silésie, Grand Duché de Posen, la Poméranie polonaise, pays de Mazurs/, le port de Dantzig, le Royaume de Pologne /moins la partie du Nord du gouvernement de Suwałki/, les provinces qui furent annexées par l'empire Austro-Hongrois /Grand Duché de Cieszyn, sans l'arrondissement de Frideck, peuple de Tchèques, la Galicie avec sa frontière orientale étendue jusqu'à la ligne de Bug et de Stryj pour que le chiffre de Polonais à l'Est réponde au chiffre de Ruthènes à l'Ouest, Orawa, Spiż et une partie d'arrondissement de Trentchyn/, la Lithuanie historique, notamment ses terres de Białystok, de Grodno et de Wilno, avec la ville de Wilno.

L'ensemble du pays ainsi reconstitué donnerait /à peu près/ le chiffre de 30 millions d'habitants dont l'élément polonais-catholique monterait à environ 20 millions, allemand à 4 millions, ruthène /Ukrainiens/ à environ 3 millions, juif à 4 millions. Les Juifs finiront par s'assimiler à l'élément polonais n'ayant pas de territoire séparé et parce qu'ils possèdent la faculté de prêter toujours leur concours à la nation prépondérante.

Comme les Allemands comptent à l'occident une masse compacte de 3 millions d'habitants la Pologne constituerait quasi un Etat national et non point une agglomération de nationalités.

Quant aux frontières de l'Est, il est à remarquer que le meilleur dénouement de la question serait une fédération de la Lithuanie ethnographique et de la Russie Blanche avec la Pologne. La Lithuanie ne ferait qu'y gagner, étant par elle-même trop petite pour former un Etat indépendant, et la Russie Blanche, catholique à l'Ouest et orthodoxe à l'Est parviendrait ainsi à l'unité nationale qui lui permettrait peut-être de se créer une vie d'Etat indépendant. Ces deux pays, placés entre la Russie et la Pologne, subissent forcément l'influence de l'une et de l'autre, mais la Pologne, ayant appris à ses dépens /au XVII et XVIII siècle/ les terribles conséquences de la domination russe dans ces pays-là ne peut pas envisager tranquille

ment la possibilité de la prédominance des influences russes. Il faudrait que la fédération des petits Etats nationaux s'étende des frontières de la Pologne jusqu'à la Finlande. Cela assurerait à ces pays de grands avantages et ferait accroître leur démocratie.

La politique intérieure du parti socialiste polonais /Varsovie/ uni au parti des Socialistes démocrates /Cracovie/ s'appuie sur une République sociale qui serait l'expression de la Démocratie et du Socialisme ayant en vue les garanties de la liberté politique et de la justice sociale que les deux partis se proposent de défendre à la Diète de Varsovie et dont les principes ont été établis dans le "Manifeste de l'Association des Députés Socialistes", prononcé le 9 du mois de février à l'occasion de l'ouverture de la Diète. On y trouve l'exhibition des réformes sociales /la réforme agraire, huit heures de travail, la protection sociale, la nationalisation des mines, des chemins de fer etc./

Les alliances de la Pologne à l'étranger se résument aujourd'hui dans ses relations avec l'Entente. Elles se basent sur l'idée d'une "Société des Nations" se formant actuellement à Paris.

L'union des Etats libres /et, autant que possible, nationale-ment unis/dont les règles seront désignées par un statut commun, fera éviter longtemps les conflits armés. Même possédant 30 millions d'habitants la Pologne ^{qui} se trouve entre les 100 millions de Russes et 70 millions d'Allemands doit s'appuyer sur une puissance bien forte - comme par exemple la "Société des Nations", si la France, l'Angleterre et l'Amérique y entrent. C'est pourquoi l'alliance de la libre Pologne avec la Démocratie d'Occident est une chose naturelle. L'alliance de petits peuples orientaux repose sur la même base. De cette manière-là, la Pologne deviendrait la plus appréciable alliée de la démocratie occidentale. Mais une telle politique ne peut être réalisée que sur un terrain démocratique et non point sur la féodalité héréditaire - aussi la France, l'Angleterre et l'Amérique devraient abonder dans le sens des partis démocratiques et non des partis de la noblesse cléricale.

La même chose pour les programmes sociaux qui, en partie orientale consiste en réforme de la loi agraire, entreprise contre la no

blessés et les magnats de la grande propriété territoriale.

La cour que les nationalistes et les réactionnaires polonais font à la France, l'Angleterre et l'Amérique pourrait bien aboutir à ce résultat que la démocratique France devrait nécessairement suivre en Orient une politique aristocratique, ce qui équivaldrait à la mémorable alliance de la République avec l'Empire du Tsar. Le Tsarisme n'avait pas de force à l'aristocratie en a encore moins. Nous passons sous silence la grotesque revendication de ^{la} part de nos cléricaux qui réclament, au nom de la France, l'établissement des écoles confessionnelles en Pologne. L'alliance de la Pologne démocratique avec les puissances voisines et avec l'Entente aurait la paix pour but. Le principe de l'égalité formelle entre les Etats nationaux exclue toute espèce de servilité soit envers l'Entente soit envers la Pologne. Le libre échange des produits de l'esprit et de la force physique, le développement de la civilisation et de la culture, l'instruction et la dignité individuelle des nations et des citoyens, la solidarité internationale, - tels doivent être les buts de notre politique extérieure et intérieure. La guerre sera empêchée par tous les moyens possibles / Diplomatie non secrète, décision soumise à l'arrêt du parlement ou directement à celui du peuple - etc/.

MINISTRE WODZ. WOJSK POLSKICH

ADJUTANT GENERALNA

WARSZAWA

L. Dz. 5207 dnia / III 1919 r.

załącz. Wydział